

**Émirats arabes unis - Relations
bilatérales - Communiqué conjoint
de la France et des Émirats arabes
unis**

(Paris, 09 novembre 2017)

À l'invitation du gouvernement des Émirats arabes unis, le président de la République française M. Emmanuel Macron a effectué une visite à Abou Dabi et Dubaï les 8 et 9 novembre 2017 à l'occasion de l'inauguration du musée du Louvre Abu Dhabi.

Durant sa visite, le président de la République française a rencontré Son Altesse Sheikh Mohammed Bin Rashid Al Maktoum, vice-Président, Premier ministre, ministre de la défense des Émirats arabes unis et Émir de Dubaï, et Son Altesse Sheikh Mohammed Bin Zayed Al Nahyan, Prince héritier d'Abou Dabi, vice-Commandant suprême des Forces armées des Émirats arabes unis.

La cérémonie officielle d'inauguration du musée, le 8 novembre, après la signature de l'accord intergouvernemental du 6 mars 2007, a constitué un moment privilégié de célébration de la relation historique d'amitié et de coopération entre la France et les Émirats.

Au-delà de l'approfondissement de notre partenariat culturel, cette visite marque une étape majeure dans l'affirmation d'une vision et d'une volonté communes, au service de la construction d'un monde plus sûr. La lutte contre le terrorisme est à cet égard un enjeu central et une priorité partagée.

La visite du président de la République à Abou Dabi aura permis la mise en oeuvre d'actions relatives aux domaines de l'éducation (I), de la culture et du patrimoine (II), de l'économie et de l'investissement (III), de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique (IV), du spatial (V) de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme (VI) et de la coopération de défense (VII).

I. Dans le domaine de l'éducation

- Afin que l'Université Paris-Sorbonne Abou Dabi (UPSAD), qui représente un potentiel majeur de rayonnement pour les deux pays, puisse contribuer pleinement, dix ans après sa création, aux objectifs poursuivis par les Émirats arabes unis en termes de développement de l'éducation et des savoirs une nouvelle feuille de route sera élaborée et adoptée d'ici le début de l'année 2018.

- La France et les Émirats arabes unis travailleront à la réintroduction de l'enseignement de la

langue française dans les écoles publiques émiriennes, à son développement dans les écoles privées, ainsi qu'au renforcement de la formation des enseignants.

- Un accord de coopération a été signé entre l'École nationale de la magistrature et le Département judiciaire d'Abou Dabi en vue de contribuer au perfectionnement des magistrats émiriens.

- La France et les Émirats arabes unis ont annoncé le début prochain des travaux de construction de l'extension du Lycée Théodore Monod sur l'île de Saadiyat à Abou Dabi.

II. Dans le domaine de la culture et du patrimoine

- La France et les Émirats arabes unis ont confirmé leur contribution au fonds «ALIPH» créé par la conférence internationale d'Abou Dabi sur la protection du patrimoine culturel en péril, organisée conjointement par les deux pays, le 2 décembre 2016. La contribution française s'élève à 30 millions de dollars dont 9 millions ont été versés. La contribution émirienne s'élève à 15 millions de dollars dont 4,5 millions ont été versés.

- Les Émirats arabes unis ont annoncé un don de 5 millions d'euros à l'Institut du Monde arabe à Paris, qui célèbre cette année son trentième anniversaire et joue un rôle essentiel dans la promotion du dialogue des cultures entre le monde arabe, la France et l'Europe.

- Un accord de coopération culturelle a été signé le 9 novembre entre Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture, et Mme Noura Al Kaabi, ministre de la culture et du développement des savoirs, afin de renforcer le dialogue culturel entre les deux pays à travers de nouvelles initiatives.

III. Dans le domaine de l'économie et de l'investissement

- Un mémorandum d'entente a été signé le 9 novembre entre Mubadala Investment Company, CDC International Capital et Bpifrance, en vue de la mise en place de deux nouveaux fonds d'investissement conjoints à hauteur de 1 milliard d'euros au total, dont 500 millions d'euros seront consacrés à l'extension du premier fonds franco-émirien d'investissement créé en 2014 à hauteur de 300 millions d'euros entre la CDC International Capital et Mubadala, et 500 millions d'euros à des projets innovants dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication, de l'écotechnologie et de la biotechnologie.

- Un forum d'affaires franco-émirien a été mis en place, sous la co-présidence de M. Frédéric Sanchez, président de MEDEF International du côté français et de M. Majid Saif Al Ghurair, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Dubaï du côté émirien. Il vise à développer les échanges entre les entreprises françaises et émiriennes, en particulier les petites et moyennes entreprises. La première réunion du forum s'est tenue le 9 novembre, à Dubaï.

- Dans la perspective de la participation de la France à l'exposition universelle de Dubaï, en 2020, le président de la République Emmanuel Macron a annoncé que le thème retenu par la France pour l'exposition serait celui de la «mobilité». Il a assisté le 9 novembre avec Son Altesse Mohammed Bin Rashid Al Maktoum à la signature du contrat de participation de la France à Dubaï Expo 2020 par Reem Al Hashimi, ministre de la coopération internationale, et Erik Linquier, commissaire général de la France pour Dubaï Expo 2020.

IV. Dans le domaine de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique

- Les Émirats arabes unis ont confirmé leur participation au sommet sur le climat qui se tiendra à Paris le 12 décembre 2017. Ils ont également confirmé leur intention de rejoindre l'Alliance solaire internationale, lancée sur la base d'une initiative franco-indienne à l'occasion de la COP21. La France et les Émirats arabes unis développeront des projets conjoints dans le secteur des énergies renouvelables. Les deux pays ont enfin souligné le rôle fondamental de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), qui a son siège à Abou Dabi, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, notamment dans la mise en oeuvre des stratégies de décarbonisation.

V. Dans le domaine de la coopération spatiale

- La France et les Émirats arabes unis ont signé une déclaration d'intérêt pour la création d'un Observatoire mondial sur le climat, dans la perspective du Sommet mondial sur le climat à Paris le 12 décembre 2017. Les deux pays développeront la coopération engagée dans le domaine spatial, dans le cadre du mémorandum d'entente signé en 2015 entre le Centre national d'études spatiales (CNES) et l'Agence spatiale des Émirats arabes unis (UAESA) et dans le prolongement des contacts établis par le CNES avec le Centre spatial Mohammed Bin Rached (MBRSC).

VI. Dans le domaine de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme

- La lutte contre le terrorisme constitue une priorité commune dans le cadre du partenariat stratégique entre la France et les Émirats arabes unis. Les deux pays poursuivront le travail engagé dans le cadre du groupe de travail «Alliance» de lutte contre le crime organisé transnational, lancé conjointement en février 2017, et renforceront leur coopération dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme. Enfin, les Émirats arabes unis prendront part à la conférence internationale sur la lutte contre le financement du terrorisme organisée par la France en 2018.

VII. Dans le domaine de la coopération de défense

- Dans le cadre de la stratégie de développement des Forces navales des Émirats arabes unis, l'acquisition de deux corvettes multi-missions de type «GOWIND Combat» a été confirmée par les Émirats arabes unis. Celles-ci seront construites par l'entreprise française de haute technologie Naval Group, en partenariat avec Abou DabiShip Building Company (ADSB). Cette collaboration comprend également une option pour la commande de deux vaisseaux

supplémentaires auprès de Naval Group.

En conclusion, les Émirats arabes unis et la France ont souligné l'importance d'approfondir davantage et de renforcer leur coopération bilatérale et leur partenariat dans tous les domaines dans les années à venir./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)